

Réquisition des logements vides ! Un toit est un droit !



Suite à l'installation de campements de SDF dans plusieurs villes, réclamant une solution au problème de l'absence de logement, le gouvernement annonce des mesures d'urgence. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau par rapport au problème de fond.

Le logement : une situation catastrophique

On estime le nombre de SDF entre 90 000 et 200 000. C'est évidemment un problème grave. Mais le nombre croissant de SDF n'est que la pointe immergée de l'iceberg.

3 millions de personnes sont mal logées, qu'elles soient dans des chambres d'hôtel, en attente de HLM, dans des logements minuscules ou insalubres... L'incendie à Vincent Auriol en 2005 ou la lutte des mille de Cachan avait déjà révélé le problème. On dénombre 1 300 000 demandeurs de logements HLM, chiffre en augmentation constante. Et la part du logement dans les budgets des salariés est de plus en plus importante, car les loyers augmentent et pas les salaires... Pas étonnant que le logement soit dans les sondages la 2ème préoccupation de la population, juste après l'emploi.

Les causes : l'explosion de la précarité et de la pauvreté après plus de 20 ans de politique anti-sociale, le désengagement de l'Etat dans la construction de logements, l'encouragement à la spéculation immobilière... On en vient même aujourd'hui à détruire de « grands ensembles » et à chasser les pauvres encore plus loin des centres-villes.

Plan d'urgence Borloo : rien n'est réglé !

Borloo ne propose que du provisoire, du cas par cas : chaque SDF « toute personne accueillie dans un centre d'hébergement d'urgence devra se voir proposer, en fonction de sa situation, une solution pérenne, adaptée, et accompagnée

[par un travailleur social] si nécessaire ». On nous promet l'attribution prioritaire de 3 000 HLM aux sortants des centres d'hébergement. On a du mal à croire que cela va faire disparaître les SDF des rues, même à long terme. Et que fait-on des centaines de milliers de mal-logés ? Et combien d'entre eux vont basculer dans la rue ?

La vraie question c'est : le logement est-il un droit pour tous, oui ou non ? Pour nous, sans hésiter la réponse est oui. Et les moyens pour le faire respecter existent.

Un logement indépendant pour les jeunes, un logement pour tous !

Il existe 2 millions de logements vides en France. Ils sont vides la plupart du temps parce que cela rapporte plus d'argent pour les riches propriétaires qui les possèdent d'attendre que leur valeur monte... Et il existe aussi une ordonnance qui date de 1945 qui permet à l'Etat de réquisitionner les logements vides. C'est une mesure qui ne coûte rien et qui permettrait de commencer à régler le problème. Comme le dit la droite, c'est s'attaquer à la propriété privée. Ce serait effectivement réduire quelque peu les exorbitants profits de ceux qui spéculent sur le logement. Mais c'est à ce « prix » là qu'on fait respecter un droit fondamental, le droit à avoir un toit.

Il faudrait également bloquer les loyers et l'augmentation des salaires pour tous. Et pour tous les jeunes en formation de 16 à 25 ans, une allocation d'autonomie à la hauteur du SMIC et construction massive de logements sociaux (Cité universitaires, foyers Jeunes Travailleurs et autres) à loyers réduits. Ce sont ces propositions que défend Olivier Besancenot, candidat de la LCR aux élections présidentielles. Ce sont les propositions qui permettent de rompre avec la politique de la classe dirigeante et de s'attaquer à la racine du mal : la soit de profit du patronat.

Je souhaite prendre contact avec les JCR :

Nom Prénom : Adresse

Tél : Mail :

A renvoyer à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

